Webinaire Europe sociale

Mars 2022

Ordre du jour

Sondage et Etude Kantar Public

1. Quels défis et quelle actualité pour l'Europe sociale ?

2. L'Europe sociale : décryptage

3. Deux illustrations

▸ Dans quelle mesure une Europe sociale est-elle importante selon vous ?

> Très importante

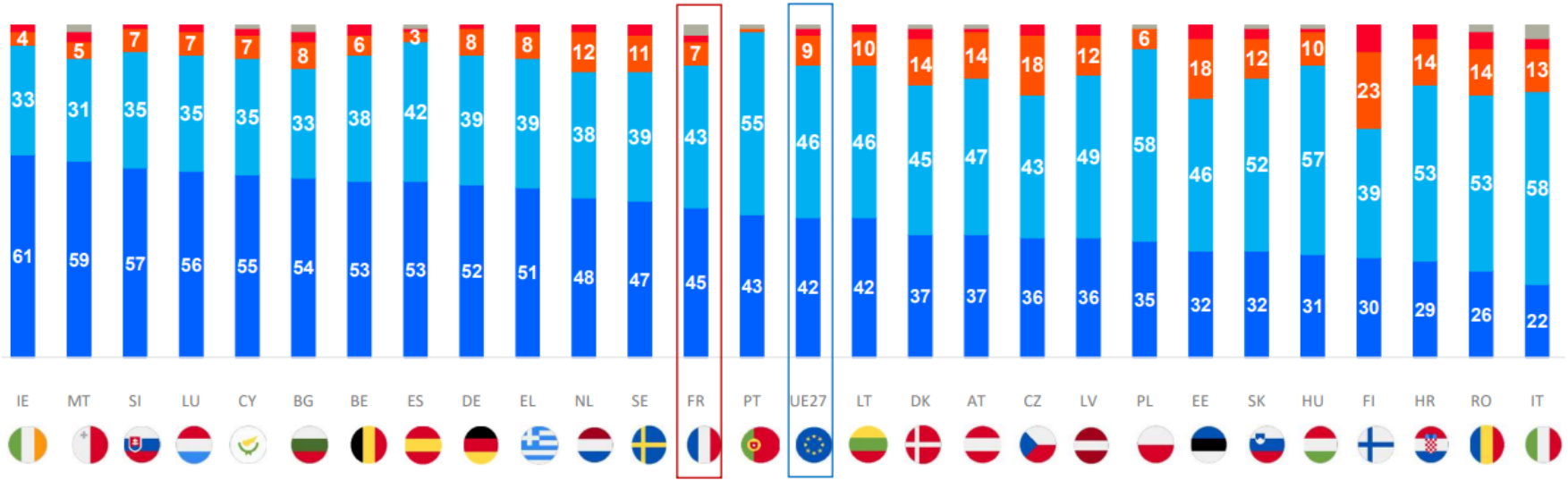
> Plutôt importante

> Plutôt pas importante

> Pas du tout importante

Les Français jugent pourtant une Europe sociale comme importante, et même plus que la moyenne européenne

Dans quelle mesure une Europe sociale est-elle importante ou non pour vous personnellement (c'est-à-dire une Europe qui se préoccupe de l'égalité des chances, de l'accès au marché du travail, des conditions de travail équitables, de la protection et de l'insertion sociales) ?



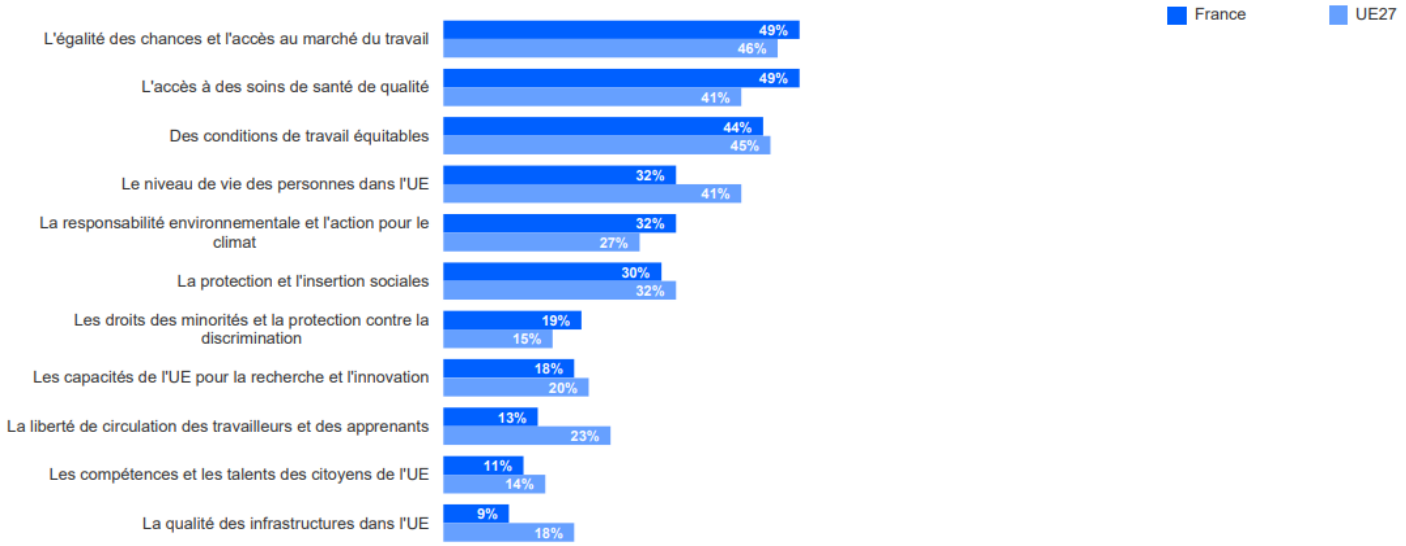
Sources: Eurobaromètre Spécial 509 – Questions Sociales, février 2021

▸ Quels sont pour vous les 3 éléments les plus importants pour le développement économique et social de l'UE ?

- Egalité des chances et accès au marché du travail
- Responsabilité environnementale et action pour le climat
- Liberté de circulation des travailleurs et des apprenants
- Accès à des soins de santé de qualité
- Niveau de vie
- Protection et insertion sociales
- Droits des minorités et protection contre les discriminations
- Compétences et talents des citoyens de l'UE
- Qualité des infrastructures dans l'UE

Les éléments les plus importants pour le développement économique et social de l'UE aux yeux des Français : accès au travail, aux soins, et équité des conditions de travail.

Selon vous, quels sont les éléments les plus importants pour le développement économique et social de l'Union européenne ? Premièrement ? Et ensuite ?



Sources: Eurobaromètre Spécial 509 – Questions Sociales, février 2021

I- Quels défis et quelle actualité pour l’Europe sociale ?

La nécessité d'une Europe sociale

- Des défis communs …
  - Les risques de **dumping social et fiscal** se sont accentués avec la construction du marché unique
  - Les États membres font face à des **transformations communes** qui affectent leur marché du travail et donc l'avenir même de leur modèle social
    - le **vieillissement de la population** met en cause l'équité intergénérationnelle et la soutenabilité à long terme des États providence : population ≥ 80 ans multipliée par 2.5 entre 2020 et 2100
    - le **changement climatique et la transformation numérique** rendent nécessaire une mise à niveau des compétences des entreprises et de la main-d'œuvre européennes
    - le **phénomène migratoire** et la mondialisation exigent une approche commune au niveau européen
  - Nécessité de **rapprocher l'Europe des citoyens** : la Conférence sur l'avenir de l'Europe vise à leur donner la possibilité d'exprimer ce qu'ils attendent de l'UE
- … Renforcés par la pandémie de Covid-19 et la crise Ukrainienne
  - Renforcement d'une **politique européenne de la santé**
  - Mesures fortes de **soutien à l'emploi** (mécanisme de financement du chômage partiel ; programme SURE; emploi des jeunes..)
  - Approche coordonnée des frontières de l'UE

Une dimension sociale importante pour la PFUE

- La PFUE, un contexte spécifique pour porter les priorités françaises
  - La France élabore ses priorités dans le cadre d'une présidence tournante de 6 mois
  - Une responsabilité à la fois **institutionnelle et politique**
- Un triptyque qui accorde une large place aux objectifs sociaux
  - **Une Europe souveraine (Puissance)**
    - Réforme du pacte asile et migration
  - **Un nouveau modèle européen de croissance (Relance)**
    - Un accès équitable à des emplois de qualité via deux textes emblématiques : directive relative à des salaires minima adéquats ; directive relative à l'équilibre hommes-femmes dans les conseils d'administrations
  - **Une Europe humaine (Appartenance)**
    - Priorité à la jeunesse dans le cadre de 2022 Année de la jeunesse européenne : Erasmus+ des apprentis ; Service civique européen
    - Promouvoir la formation et l'apprentissage tout au long de la vie : renforcer le déploiement des « universités européennes » ; initiative relative à un compte de formation individuel
    - Conclusion de la Conférence sur l'avenir de l'Europe
- **De nombreux évènements labellisés PFUE dans les domaines suivants :** jeunesse, éducation / formation, santé, égalité de genre, travail et emploi

Les priorités du Medef

- **Poursuivre la convergence sociale et économique pour parvenir à un level playing field**
  - Intégrer les réformes sociales dans le processus annuel de coordination et de surveillance budgétaire et économique des politiques nationales (« **Semestre européen** »)
  - Veiller à une mise en œuvre effective des législations avant toute nouvelle initiative
  - Associer les citoyens au **débat sur l'avenir de l'Europe**
- **Favoriser une mobilité intra-européenne plus équitable**
  - Maintenir une réelle **liberté de circulation des travailleurs**
  - Lutter contre les **fraudes au détachement des travailleurs**
- **Soutenir une relance inclusive**
  - Stimuler des **investissements** pour créer de nouveaux emplois
  - Soutenir **l'accès à l'emploi des jeunes et des plus vulnérables**
- **Concentrer les efforts sur la formation et les compétences**
  - Mettre en œuvre une stratégie globale cohérente avec les **politiques de formation continue et d'apprentissage** nationales, et financées par des programmes européens dédiés

II – Décryptage

Des compétences encadrées par les traités de l'UE

Compétences exclusives	Compétences partagées	Compétences de coordination
▪ L'UE est la **seule à pouvoir légiférer**	▪ **L'UE comme les États membres** peuvent adopter des **actes législatifs** ▪ Les Etats membres ne peuvent légiférer que si l'UE a décidé de ne pas le faire ou si elle n'a pas encore proposé de législation	▪ L'UE peut intervenir pour **soutenir, coordonner ou compléter** les actions des Etats membres
▪ **Union douanière** ▪ **Politique de concurrence** ▪ **Politique monétaire** ▪ **Accords commerciaux**	Vote à la **majorité qualifiée :** ▪ Marché intérieur : libre circulation des biens, capitaux, services (salariés détachés) ▪ Politiques sociales : emploi ;égalité de genre ; mobilité des travailleurs, santé et sécurité des travailleurs…	▪ Education ▪ Formation professionnelle ▪ Protection et amélioration de la santé humaine
	Vote à **l'unanimité** : ▪ Sécurité sociale / protection des travailleurs (hors transfrontaliers) ▪ Licenciements ▪ Représentation / défense collective des intérêts des travailleurs ▪ Emploi des ressortissants de pays tiers en séjour régulier dans l'UE ▪ Lutte contre toute discrimination	

L'Europe sociale est déjà une réalité

- L'UE a développé au fil de l'intégration européenne un ensemble d'instruments juridiques et d'outils dans le domaine social
  - **L'Acte unique de 1986** marque une étape (craintes vis-à-vis du « dumping social ») :
    - le Conseil peut adopter (> qualifiée) des directives sur la sécurité et la santé des travailleurs
    - Institutionnalise le dialogue social entre partenaires sociaux européens
  - **1989** : intégration du **protocole social** (Maastricht) dans les traités communautaires
  - **Traité de Lisbonne** : « **clause sociale horizontale** » et lutte contre les discriminations
  - **Socle européen des droits sociaux** en 2017

- Une importante législation européenne intégrée dans le droit français dans 4 grands domaines :
  - la **libre circulation** des travailleurs et la **coordination des régimes de sécurité sociale**
  - **l'égalité des hommes et des femmes**
  - Les conditions de **travail** (temps de travail, information-consultation des travailleurs, santé et sécurité au travail..)
  - la lutte contre les **discriminations**

- Une action qui s'articule avec les prérogatives nationales
  - Maintien de la compétitivité de l'économie de l'Union
  - Respect du principe de **subsidiarité**

Le socle européen des droits sociaux et son plan d'action

- Proclamation en novembre 2017 du socle européen des droits sociaux = 20 grands principeset droits sociaux vers lesquels l'Europe doit tendre dans 3 domaines
  - **Egalité des chances et accès au marché du travail :** formation initiale et continue
  - **Conditions de travail** : par exemple mise en place d'un salaire minimum
  - **Protection sociale** et accès aux services sociaux de base : accueil des enfants, services de santé…
- Un engagement et une responsabilité politique partagée entre l'UE et les Etats membres qui nécessitent une mise en œuvre à ces 2 niveaux
  - au niveau de l'UE : de nombreuses initiatives politiques et législatives concrétisent cet engagement : exemple de la directive que l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée de 2019
  - au niveau national : en France congé de proche aidant de 2020

- En mars 2021, la Commission européenne a présenté un plan d'action pour la mise en œuvre du socle, autour de 3 objectifs à atteindre d'ici 2030
  - Au moins **78% des 20-64 ans en emploi**
  - Participation à des activités de formation pour au moins **60 % des adultes chaque année**
  - Diminution de **15 millions** de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale (5 millions d'enfants)

Principaux financements à mobiliser au niveau national

Fonds	Date création	Objet	Montant € 2021-2017
Fonds social européen (FSE+) - fonds structurel	1958	- Finance actions en matière de **formation, reconversion professionnelle,** reclassement des personnes exclues du marché du travail, **chômage des jeunes** - La Commission fixe les priorités mais ne participe pas à la sélection des projets	88 milliards
FEDER – fonds structurel		- Investissements pour la **croissance et l'emploi** - **Coopération territoriale** européenne	200 milliards
Fonds d'ajustement à la mondialisation	2006	- Aides directes aux travailleurs touchés par des **licenciements imputables à la mondialisation**	210 millions
Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD)	2014	- Soutien aux actions menées par les Etats membres pour apporter une **assistance matérielle aux plus démunis** - Intégré au FSE+ pour la période 2021-2027	
Fonds pour une transition juste	2021	- soutenir **les territoires les plus touchés par la transition climatique** - soutient les investissements dans des domaines tels que le numérique, les technologies vertes, la réhabilitation des sites industriels, la reconversion des travailleurs	17.5 milliards

Les priorités sociales font partie du plan de relance européen

- 750 mds € pour surmonter les conséquences économiques de la pandémie
- Plan qui cible les transitions écologique et numérique, mais aussi ambitions sociales
  - La répartition de ce plan – *Next Generation EU* – actionne plusieurs leviers en matière sociale :
    - 672.5 Mds€ (prêts + subventions) **: Facilité pour la reprise et la résilience** dont l'objectif « cohésion sociale et territoriale »
    - 47.5 Mds€ **: REACT-EU** dont politique régionale et initiatives sociales au niveau local
    - 5.6 Mds € : **InvestEU** notamment volet *"Investissements sociaux et compétences"*
- Une mise en œuvre au niveau national qui repose notamment sur des objectifs sociaux
  - Chaque Etat élabore un **plan national de reprise et de résilience** (PNRR)
  - Pour obtenir les financements, les États membres devront entre autres démontrer que leurs projets d'investissements et de réformes contribuent aux 20 grands principes du socle européen des droits sociaux
- 3 piliers du plan national de relance et de résilience : écologie, compétitivité et cohésion
  - Volet **cohésion sociale et territoriale** (36 Md€) ; impacts majeurs sur l'emploi
  - Mesures financées : aide aux employeurs d'apprentis ou de contrats de professionnalisation, programme d'investissement dans les compétences, renforcement des moyens de Pôle emploi

Le dialogue social européen : une alternative ponctuelle à l'action législative

- Un dialogue social interprofessionnel
  - **Confédération Européenne des Syndicats** d'un côté ; **BusinessEurope / SME United / SGI** de l'autre
  - Conclusion d'accords cadre autonomes (déclinaison par partenaires sociaux au niveau national) ou d'accords collectifs qui deviennent des directives
  - Exemples : accord-cadre sur télétravail de 2002, accord-cadre sur la numérisation de juin 2020

- Un dialogue social sectoriel
  - Une trentaine de comités sectoriels paritaires (agriculture, industrie, services…)
    - le Covid-19 a relancé le dialogue social européen
  - Le développement des Pactes pour les compétences : 14 écosystèmes industriels stratégiques ; 5 secteurs et +500 entreprises

- Un dialogue tripartite avec les institutions européennes
  - Comité de dialogue social tripartite avec la Commission européenne
  - Sommet social tripartite réunit 2 fois par an la présidence du Conseil en exercice et les deux suivantes, la Commission et les partenaires sociaux européens et nationaux
  - Des auditions en amont des initiatives législatives
  - Une consultation obligatoire sur les projets de directive dans le domaine social

III- Deux illustrations

1- Vers des salaires minimaux adéquats dans l’UE ?

Vers des salaires minimaux adéquats dans l'UE ?

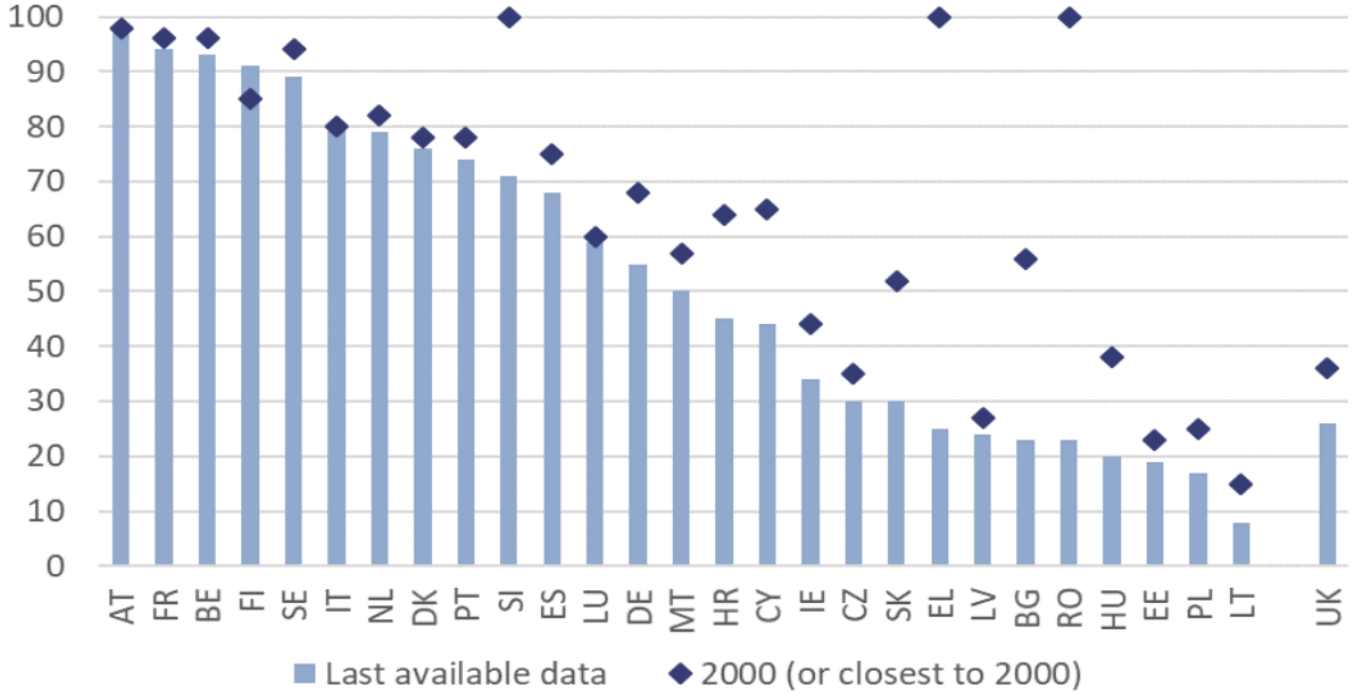
- En octobre 2020, la Commission européenne a publié une proposition de directive relative à des salaires minimums adéquats dans l'UE ayant **deux objectifs**
- Améliorer l'accès à des salaires minima : accroitre la couverture de la négociation collective afin qu'un nombre important de salariés bénéficient de la protection offerte par des salaires minima
  - Les Etats membres pour lesquels moins de 70 % des salariés sont couverts par une convention collective devront suivre un plan d'action pour renforcer la négociation collective
- Rendre les salaires minima adéquats afin de garantir « des conditions de travail et de vie décentes, la cohésion sociale et la convergence vers le haut »
  - Pas de montant fixé mais **des critères a minima à respecter par les Etats membres**

- Les impacts de ce texte seront limités pour les entreprises françaises mais ce texte soulève deux questions :
  - cette proposition va au-delà des compétences européennes : les traités européens prévoient que les salaires et la négociation collective sont une compétence nationale
  - Manque de respect de l'autonomie des partenaires sociaux et de leur rôle dans certains Etats membres

- Les négociations entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne sont en cours depuis début 2022 : la Présidence française a fait de ce texte une priorité

Taux de couverture des salariés par des conventions collectives en matière de salaires

Evolution 2000 – 2018 (pour France, données 1997 et 2015)



Salaires minimaux: pourquoi une initiative européenne à ce sujet ?

- D'importants écarts de salaire minimum au sein de l'UE
  - Presque 7 fois plus élevé au Luxembourg qu'en Bulgarie (€ / mois)

2- Erasmus +, histoire d’un succès de l’Europe sociale

Erasmus+, histoire d'un succès de l'Europe sociale

- Créé en 1987, initialement réservé aux étudiants suivant 1 année de cursus à l'étranger
- Devenu Erasmus + (2014), il n'a cessé de s'étendre :
  - De 11 à **33 pays participants**
  - Concerne aussi les élèves du primaire et du secondaire, les lycées professionnels, les demandeurs d'emplois ect.
  - Près de 850 000 mobilités / an
- 12 millions de bénéficiaires depuis son lancement
- 70% des Français associent Erasmus+ à une meilleure employabilité et à des opportunités pour tous

Erasmus+, histoire d'un succès de l'Europe sociale

- L'élargissement d'Erasmus+ aux apprentis est une priorité de la PFUE
  - E. Macron a annoncé vouloir « construire un **véritable espace européen de la jeunesse** ».
- Forte volonté politique à cet égard au sein des institutions européennes
  - La Commission s'est engagée à créer un « **véritable espace européen de l'apprentissage** » d'ici 2025
  - Initiative **ALMA** présentée en sept 21 **:** proposer des mobilités aux jeunes NEETs
  - **Doublement du budget** d'Erasmus+ (28Mds€) pour atteindre **10 millions de participants sur 2021-2027** autour de 4 priorités : inclusion sociale, transitions numérique & verte, participation citoyenne
  - Rapport par l'eurodéputée Ilana Cicurel qui appelle à un **statut européen de l'apprenti en mobilité**
- 35 propositions sur l'extension d'Erasmus + et un droit « à la mobilité apprenante en Europe pour tous » ont été présentées
  - 6 nouveaux types de bénéficiaire sont ciblés **: élèves, apprentis, étudiants, enseignants et formateurs, demandeurs d'emplois et adultes peu qualifiés, volontaires et professionnels des associations.**
- Un Manifeste adopté à lors des États généraux de la mobilité des apprentis organisés par l'Euro App Mobility en septembre dernier devrait valoir « feuille de route »
  - **« Tuteurs de mobilité »** dans les entreprises ; **reconnaissance systématique des acquis de la mobilité ; statut unifié des apprentis** à l'échelle européenne

MERCI